«ALGÉRIE 50 ANS APRÈS»

et les islamistes...

Avec ces caractéristiques, il s'agit bien d'un pouvoir corrompu et vous avez «différents pôles de pouvoir qui ne se reconnaissent pas entre eux et chacun considère que c'est lui qui détient le pouvoir».

C'est pourquoi, explique M. Benbitour, il n'est plus possible de réformer. Il faut changer la nature du pouvoir. Et lorsque quelqu'un lui rappelle qu'il a participé à ce système, l'ancien chef du gouvernement, quelque peu irrité, a cette réponse : «Il ne faut pas dire que j'étais dans le système. J'étais au service de l'Etat et pas dans le système et j'ai démissionné !»

L'intervention de Mohamed Chafik Mesbah était très attendue et cela va de soi, eu égard à ses anciennes fonctions d'officier supérieur de l'Armée nationale populaire. Politologue de formation, l'intervenant a longuement décrit l'évolution de l'institution militaire et des services de renseignement à travers le passé, le présent et ses analyses sur son positionnement dans le futur de l'Algérie, eu égard, notamment, aux bouleversements que connaît la région. La naissance de l'armée date «symboliquement» de 1948 et c'est donc bien avant le déclenchement de la guerre avec l'organisation spéciale (OS) du PPA/MTLD. Elle était formée d'un noyau de militants algériens préparés à déclencher la guerre de Libération, n'était malheureusement la découverte de cette organisation par le régime colonial qui l'a démantelée. Partant, l'échéance de déclenchement a été reportée à novembre 1954 et ce sont 22 militants de cette organisation spéciale qui ont décidé du lancement de la guerre. Un triumvirat militaire formé de Boussouf, Bentobal et Krim Belkacem (les 3 B). Jusqu'en 1960, la direction militaire dominait les instances de la révolution algérienne, mais avec la création, en 1960, de l'Etat-Major général sous le commandement du colonel Boumediène, ce dernier a supplanté le triumvirat. Sans entrer dans les détails et le déroulé des événements largement passé en revue par le conférencier, et au risque d'être réducteur pour le lecteur, M. Mesbah constate : «Dès qu'il a été installé en tant que chef d'Etat-Major de l'ALN, Boumediène était manifestement préparé d'une manière magistrale à exercer le pouvoir. En 1962, poursuit-il, l'Etat-Major s'était déjà distingué par une attitude d'hostilité, de rébellion même, vis-à-vis du GPRA, essentiellement pour des desseins non avoués de conquête du pouvoir. Si on peut dire que jusqu'en 1967 l'armée était partie au pouvoir, à partir de 1967 et la tentative de coup d'Etat du colonel Tahar Z'biri, l'armée était devenue purement un instrument du président Boumediène qui avait enlevé l'uniforme militaire et était devenu un personnage politique. Pour le politologue, ce qu'il décrit pour l'armée est aussi valable pour les services de renseignement vis-à-vis desquels le colonel développait une méfiance certaine.

Il était notamment contre le fait que les officiers supérieurs du MALG reprennent leurs activités et s'est attelé alors à en dispatcher beaucoup dans les institutions, notamment aux affaires étrangères et au ministère de l'Intérieur.

Durant toute la période de Boumediène, l'armée et les services de renseignement, insiste encore le conférencier, «ont été vraiment un instrument au service du pouvoir et pas la source du pouvoir et, mieux encore, l'encadrement militaire n'a pu accéder à l'intelligence des phénomènes de société».

Boumediène, dit-il encore, «cantonnait l'armée loin de la politique, s'en servant toutefois contre ses opposants politiques». Avec l'arrivée de Chadli et l'apparition du FIS et l'évaluation par le commandement de ce qui a été considéré comme une menace gravissime, l'Etat- Major a décidé d'arrêter les violences. A partir de ce moment-là et paradoxalement, il y a eu un certain fonctionnement démocratique de chaîne de commandement. Les chefs militaires se réunissaient d'abord pour décider collectivement de la conduite à tenir. Cela a été le cas, y compris lors de la décision de la «mise à la porte de Chadli».

Chafik Mesbah : «Les militaires ne sont plus dans l'éradication»

Cela n'a cependant pas duré. Avec l'arrivée de Bouteflika, ce dernier a réussi, très intelligemment, à dissocier l'armée des services de renseignement et poussé à la porte le général Lamari qui présentait des incompatibilités avec lui.

Le seul point à l'actif de Bouteflika, relève le conférencier, est le rajeunissement de l'armée avec les cadets de la Révolution, qui ne portent aucune casserole, sont d'un bon potentiel intellectuel et sont dotés d'une expérience professionnelle certaine et dénués de tout esprit régionaliste. Toutefois, beaucoup d'insuffisances ont marqué cette période. Ainsi, «il n'y a jamais eu de doctrine de défense et le travail de modernisation promis n'a pas eu lieu». Et quel serait le comportement de l'armée algérienne dans un contexte de bouleversement pour une transition démocratique et qui pourrait conduire l'armée à intervenir ? Pour y répondre, M. Mesbah rappelle que la chaîne de commandement a été bouleversée et qu'elle est constituée aujourd'hui de personnes âgées entre 40 et 60 ans, très au fait du politique et dont l'extraction des officiers reste les couches pauvres et moyennes.

Par ailleurs et contrairement aux pays voisins qui ont connu des bouleversements, l'Algérie a des liquidités financières importantes et bénéficie de complaisances des puissances occidentales vis-à-vis de la situation et ce, soit par intérêt sécuritaire, l'Algérie ayant des accords de sécurité avec ces pays, soit encore par intérêt mercantile parce qu'il y a des affaires à faire.Quant à la police, elle n'est pas en mesure de contenir toute manifestation, pour deux raisons : la constitution sociologique de la police est la même que celle des citoyens et ce sont donc des gens qui partagent les mêmes difficultés, même s'il y a eu revalorisation des salaires.

En outre et même si cet ex-officier considère aujourd'hui qu'il y a un climat potentiel d'explosion, il n'existe pas dans le pays de partis solidement implantés ni de syndicats offensifs comme en Tunisie…

Les nouveaux chefs militaires en poste ont compris qu'au XXIe siècle, il n'est plus possible d'intervenir impunément et que la seule ligne qui les y amènerait seraient les fondamentaux constitutionnels. Beaucoup de questions ou plutôt de commentaires ont été faits par les participants à la rencontre qui ont notamment parlé de l'existence de cabinets noirs, de laboratoire, de décideurs des services derrière la façade civile.

Mohamed Chafik Mesbah a balayé toutes ces remarques, renvoyant leurs auteurs à ce qu'il a développé tout au long de son exposé. «Je crois qu'il y a beaucoup de fantasmes qui sont nourris sur la mission de l'armée qui a vu un développement notable au fil des temps dans la composition de la chaîne de commandement et dans ce qui anime ses officiers, autrement plus au fait de leur société et des bouleversements internationaux.

Quant au laboratoire d'idées qui serait entre les mains des services : «Il n'y a pas de laboratoire d'idées. Ce n'est pas la volonté qui manque mais la capacité et la compétence n'existent pas. Pour ce qui concerne l'état d'esprit des militaires, ils ne sont plus pour l'éradication comme projet politique alternatif, cette politique n'a rien donné, il faut passer à autre chose.

K. B. A.

Deux questions du *Soir d'Algérie* à Mohamed Chafik Mesbah

Le Soir d'Algérie : Quelle est votre appréciation globale du contenu et du déroulement de ce colloque ?

M. Mesbah : Je salue avec beaucoup d'admiration la tenue de ce colloque qui reflète l'endurance, la persévérance et la qualité de travail du groupe qui préside à cette association et la qualité des représentants et le contenu des débats sont tout à fait exceptionnels. J'aurais tant souhaité que ce genre de débats avec ce genre d'associations puisse exister dans mon pays.

Vous avez beaucoup été interpellé au cours de ces débats. Vous vous y attendiez ?

Oui, je m'y attendais. Je m'y suis habitué. Lorsque l'on développe des idées que l'on défend publiquement, il faut accepter la règle du jeu. Parfois, les propos un peu dévoyés me font un peu mal mais j'arrive à surmonter l'épreuve et à répondre. Ceci dit, je suis favorable au débat d'idées même lorsque je suis interpellé de cette manière.

Propos recueillis par K. B.-A.

Publicité

AIR ALGERIE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SIEGE SOCIAL, 01 PLACE MAURICE AUDIN - ALGER 16000

TEL. : 213 (21) 74 24 28 - TÉLEX : 53 459 - SITA : ALG DZ AH

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

AAONI N°03/DRH/2012

La Société AIR ALGERIE, Direction des Ressources Humaines, située au 01, Place Maurice Audin, Alger, lance un avis d'Appel d'Offres Ouvert National et International pour :

La mise en œuvre effective d'un Système de hiérarchisation des métiers et salaires.

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux candidats ayant une vaste expertise dans le domaine.

Les candidats qualifiés et intéressés peuvent retirer le dossier d'appel d'offres du dimanche au jeudi de 09h00 à 12h00 à l'adresse suivante :

AIR ALGERIE
Direction des Ressources Humaines
Secrétariat Bureau 806 - 8ème étage
01, Place Maurice Audin-Alger.

Et ce au plus tard le 07 juin 2012, contre paiement d'un montant non remboursable de 5.000,00 dinars. Le paiement sera effectué par virement au compte d'Air Algérie ouvert auprès de la BNA, Agence Liberté à 08, rue de la Liberté Alger N° compte bancaire 00100605030000 443 254.

Les offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 12 juillet 2012 à 16h00.

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

AIR ALGERIE
Bureau d'Ordre Général
Bureau 601 - 6ème étage
01, Place Maurice Audin - Alger

AF/B1